

Depuis un mois, des groupes de jeunes femmes collent des messages sur les murs des villes. Partout. Elles sont jeunes, elles sont nombreuses. Elles veulent juste que les crimes faits aux femmes s'écrivent sur les murs. Que la rage dévoile leurs prénoms et les conditions de leurs morts. Dire que les services sociaux, la police et la justice échouent à prévenir ces meurtres de femmes. Parce qu'on ne les entend pas, parce qu'on ne les croit pas, parce qu'on ne les protège pas. Parce qu'on ne les aide pas assez quand elles veulent partir et se mettre à l'abri. Parce que leurs cris de détresse se heurtent à des « Il faut parler avec votre mari Madame ». Parce que des hommes quittent les commissariats en pleine nuit. Parce que des femmes sont laissées seules devant la possibilité que ça recommence. Parce que parfois elles en meurent.



Ce 8 octobre à Lyon, trois femmes sont interpellées avec leurs messages rageurs et leurs brosse à tapisser dégoulinantes de colle. « Féminicides partout, justice nulle part » encore humide au mur. Le policier qui leur parle le fait comme on sermonne des gamines. Les ridiculise. Relève leurs identités. Confisque les appareils photos. « Pour ça

Mesdemoiselles, vous allez passer la nuit en garde à vue... Ce monde où l'on menace de garde à vue trois femmes qui collent des feuilles A4 sur les murs avec un mélange de farine et d'eau, mais où on renvoie gentiment chez lui un homme qui a étranglé et poussé sa compagne dans les escaliers. Où des milliers de femmes attendent de l'aide, cognent aux portes, manquent de solutions pour quitter leur domicile ou en chasser leur conjoint violent. Où des hommes écrasent leurs compagnes, leurs ex-compagnes, leurs partenaires ou les prostituées qu'ils fréquentent. Où des plaintes s'empilent, sont classées sans suite. Où des dépôts de plainte sont continuellement refusés. Où des femmes, découragées d'avance, ne poussent pas la porte des commissariats.

Ce monde-là secrète tout seul l'envie de ne pas se terroriser. De fabriquer de la colle dans les cuisines, de peindre des kilomètres de mots rageurs, de recouvrir les murs des villes. Ces mots en lettres capitales que vous avez tou-te-s vus, c'est le hurlement sous la peur, la peur pour soi, la peur pour elles. Colle à tapisser qui partira avec la pluie, feuilles de brouillon mouillées, peinture de récupération. Slogans et messages composés ensemble pour dire la réalité crue des morts invisibilisées, des mortes qu'on oublie, de celles dont on se sent loin ou proche, de toutes celles qui peuvent se faire casser la gueule plus ou moins impunément, et, un jour, en mourir.

A ces femmes-là, le policier du 8 octobre a dit : « Collez ça dans votre salon, pas sur des murs qui ne sont pas à vous ».

Vous pouvez retrouver le texte en entier sur superfeministe.blogspot.com/2019/10/rue-des-anges.html

LA SOLIDARITÉ EST UNE ARME ! COTISEZ À LA CAISSE DE SOLIDARITÉ !

Permanences pour se rencontrer, demander de l'aide ou proposer des coups de main :

premier jeudi de chaque mois, 19h, à la Luttine (91 rue Montesquieu 69007 Lyon)

Contact : 06 43 08 50 32 / caissedesolidarite@riseup.net

PUNCHLINE

“Les keufs en ont marre, se suicident
La banlieue pleure donc on est quitte (cheh!)”

Kalash “Polémique” featuring Kalash Criminel

novembre 2019

LES BRÈVES DU BISTROT 10

Fuck le 17 !

Macron a récemment appelé de ses vœux une « société de vigilance », expression bien nauséabonde que nous allons essayer ici d'analyser.

Dans son excellent ouvrage *Se défendre*, E. Dorlin explore la ligne de partage historique existante entre les corps « dignes d'être défendus » et ceux, des subalternes, désarmés par le pouvoir ou laissés sans défense. Parmi les groupes dont l'autodéfense est acceptée, se constitue vers la fin du XIX^e siècle aux Etats-Unis des groupes de voisins visant à pallier les manques de la justice traditionnelle. Ce sont des bandes d'hommes blancs qui agissent masqués et pratiquent leur propre justice, à savoir qu'ils se passent de tout procès, qu'ils décident eux même qui est coupable ou non et qu'ils appliquent la peine qu'ils souhaitent, pendaison ou coups de fouet en public généralement. Ces personnes sont décrites comme des



héros de la nation américaine qui progressivement deviennent des défenseurs d'une prétendue pureté raciale originelle en opposition aux afro-américains. Ils viennent ainsi au secours de ceux qui sont toujours innocents, les Blancs, et punissent les toujours déjà coupables, les Noirs ; ces hommes se nomment les vigilants.

Plus de cents ans après, en France, se multiplient des « communautés » (sic!) de voisins vigilants dans tout le pays. La conception y est bien différente dans le sens où il n'existe aucun rapport de concurrence avec les forces de l'ordre étatiques. Le geste vigilant est devenu citoyen et non plus justicier. Ça évite de se retrouver face à des arabes pendus aux pylônes électriques en sortant de chez soi, mais ça contribue à une ambiance mi dégoulinante mi inquiétante : celle d'une sorte d'union sacrée entre « bons citoyens » et police ou gendarmerie, face à des personnes jugées menaçantes pour les propriétés privées. Si aux Etats-Unis les vigilants dépassaient les fonc-

tions régaliennes pour appliquer leur conception raciste de la justice, en France les nouveaux vigilants collaborent et agissent en supplétifs de la police. La plateforme *voisin vigilant*, qui revendique plus de 250 000 inscriptions, se borne en principe à signaler des individus prêts à commettre des infractions, laissant à la discrétion de chacun la définition de ce qui constitue une menace, déclinaison sur un même thème du concept d'« association en vue de commettre des violences » si chère à la justice depuis le mouvement gilet jaune.

L'appelle à la vigilance lancé par Emmanuel Macron franchit une nouvelle étape. Il s'agit non plus ici de réagir face à de prétendus délits mais plutôt d'être proactif dans la délation, que chacun face le travail d'enquête, à la recherche de « signaux faibles de radicalisation » et de contribuer ainsi au grand élan national contre l'islamisme. On ne défend plus sa maison mais la République dans son ensemble ; une barbe un peu trop longue, une conversion à l'islam ou même un intérêt pour l'actualité au Proche-Orient sont les premiers éléments sur lesquels se focaliser pour repérer les futurs agresseur de la nation française.

Ces mots du président sont d'autant plus craignos qu'ils surfent sur un pic d'islamophobie caractérisé entre autre par l'heure d'émission télévisée quotidienne offerte à Zemmour, l'agression verbale d'un sénateur RN à l'encontre d'une femme voilée, ou encore la double tentative de meurtre raciste et l'incendie d'une mosquée d'un ancien du FN à Bayonne.

Souhaitant probablement concurrencer l'extrême droite sur son terrain en même temps qu'évacuer de la scène médiatique tous les sujets « sociaux », le président et sa clique jouent sur le terrain de la surenchère raciste. Une grande marche contre l'islamophobie aura lieu à Paris le 10 novembre.

Le grand soir connaît-il les fuseaux horaires?

Des secousses insurrectionnelles ont parcourues la planète en octobre, une bonne inspiration en vue du premier anniversaire du mouvement gilet jaune ou encore de la grande grève prévue le 5 décembre.

Depuis plusieurs semaines, des milliers de personnes sortent dans les rues au Liban et ce, malgré la répression du gouvernement et les actions des milices du Amal ou du Hezbollah qui sont violemment intervenus contre les manifestants. Après 13 jours de blocage du pays, le gouvernement a rendu les armes et le premier ministre a donné sa démission.

L'Algérie est bloquée ce 1er Novembre, jour anniversaire du déclenchement de la guerre d'indépendance en 1954. Le Hirak -mouvement- souhaite une seconde indépendance, non plus vis à vis du pouvoir colonial mais par rapport à la classe dirigeante. Les manifestants appellent notamment au boycott des élections prévues en décembre.

La jeunesse irakienne a déferlé sur Bagdad le 1er octobre, coup d'envoi d'une mobilisation massive dans tout le pays. Les insurgés sont encore plus nombreux aujourd'hui en dépit des 250 manifestants tués par la police depuis le début du mouvement.



Au Chili, le peuple est dans la rue depuis le 19 octobre et une grande nuit d'émeute a eu lieu à Santiago en réaction initialement à la hausse du prix du ticket de métro. Le gouvernement a répondu par la manière forte : « nous sommes en guerre » a déclaré le président avant de mettre en place un couvre feu et de faire intervenir l'armée. La répression se fait à balle réelle, on compte au moins 20 morts plus d'un millier de blessés graves, les forces de l'ordre ont aussi commis des agressions sexuelles. Malgré tout, les manifestants tiennent le coup. Après une manifestation monstre le 25 Octobre où plus d'un million de gens ont défilé dans les rues, le président rétropédale sous la pression, il lève le couvre feu, demande pardon à la télé, et limoge une partie du gouvernement. Les manifestations perdurent pour autant, ce ne sont pas des têtes mais la chute du système tout entier qui est visée.

En Equateur, une mobilisation massive a commencé au début du mois d'octobre, notamment des indigènes, face à un projet de taxe imposée par le gouvernement. Quito, la capitale, a été occupée et le gouvernement, après avoir réprimer la contestation dans le sang -au moins sept morts- a dû s'exiler. Le 13 octobre, une étrange victoire a été remportée, les dirigeants acceptant de retirer leur texte en échange de leur retour au bercail de la fin de la mobilisation.

Pour le 21ème Week End consécutif, des affrontements contre la police ont eu lieu à Honk Kong ; la projet de loi qui autorisait les extraditions vers la Chine n'est plus d'actualité mais le mouvement vise un bouleversement en profondeur du système, pointant notamment les criantes inégalités économiques ou l'impunité policière.



Après l'annonce des lourdes peines envers les dirigeants indépendantistes catalans, Barcelone s'est embrasée. Une grève massive a eu lieu avec des personnes venues -notamment par d'impressionnantes marches sur les grands axes routiers- de toute la Catalogne. Les flics, nationaux ou pas, en ont pris plein la tête ; la répression a été là encore bien violente : près de 200 arrestations et quatre personnes éborgnées en une nuit.

Pour la destitution de leur Monde, force aux insurgés.

INFOS DANS L'RÉTRO

Impliqués dans plusieurs affaires de violence, six policiers sont partis en garde à vue début octobre. A leur actif notamment : vol, rédaction de faux procès verbaux, coup de pieds à une personne au sol, coup de taser sur les parties génitales... Force aux victimes.

Pendant une manif GJ à Bordeaux une vidéo avait pas mal tourné, on voyait un manifestant tombé raide juste après une détonation, le crâne en sang. *Le Monde* a enquêté et retracé minutieusement ce qui s'est passé. Le bilan c'est que les flics ont tiré deux fois au LBD -dont une qui a touché la tête et couché le gilet jaune-, et ont lancé ensuite une désencerclement en cloche. On voit ensuite les flics refuser d'appeler les secours. Le décès a apparemment été évité de peu, l'enquête IGPN est au point mort.

En février à Lyon, deux étudiants rentraient de soirée et se sont fait agressés par des flics, l'un avait été blessé au crâne, l'autre avait souffert d'une fracture du poignet, ce qui lui avait valu 100 jours d'ITT. Le jugement des flics a été rendu : 2 mois avec sursis, condamnation pas inscrite au volet B2 du casier judiciaire et cerise sur la chantilly : les deux hommes pourront continuer d'exercer, l'un d'eux doit notamment intégrer la BAC.

Une personne est morte à moto à Villiers-le-Bel mise sous pression par les flics. Ces derniers ont immédiatement menti en déclarant que le véhicule était volé et que le jeune s'était pris un poteau tout seul en voulant les éviter. ACAB, sérieux!

